

Sociologie de la France :

1^{ère} partie- La société française vers 2006

(les lettres de **A** à **J**)

correspondent aux documents joints correspondants, et sont à consulter à l'endroit indiqué.)

On n'a jamais eu à notre disposition autant de chiffres sur l'économie, la société, et l'on n'a jamais eu non plus à notre disposition autant de moyens d'analyse et de connaissance, sondages, ordinateurs, internet. Mais l'image que nous avons de la société actuelle en France est-elle exacte ?

Par exemple, le supplément du Monde "dossiers et documents" publiait dans un numéro de décembre 2002 un tableau censé représenter l'image actuelle de la société française. Et ce tableau avait pour titre : "le secteur tertiaire en nette progression". Le secteur tertiaire, c'est la partie de la population employée dans ce qu'on appelle les services. Et les services, c'est l'administration, le commerce, la banque, l'enseignement, l'armée, etc. Cette manière de classer commence par distinguer un secteur primaire et un secteur secondaire. Le secteur primaire est celui de l'extraction des matières premières, mines, pétrole, etc. Le secteur secondaire, c'est l'ensemble des activités économiques qui transforment les matières premières en biens productifs ou en biens de consommation. Le secteur tertiaire, également appelés services, c'est donc tout le reste, tout ce qui n'est pas directement la production des matières premières et leur transformation matérielle.

Dire que le secteur tertiaire augmente, c'est une manière de dire quelque chose que l'on entend depuis trente ans : la classe ouvrière, celle qui produit justement les fameux biens, de consommation ou productifs (les machines), recule.

Ce qui ressort des chiffres, et surtout des commentaires qui les accompagnent, que donnent les économistes et les journalistes, c'est que l'immense majorité de la population, en France aujourd'hui, est constituée de classes moyennes : employés, cadres moyens, et si il reste des ouvriers ce sont des artisans -plombiers- qui s'en sortent bien. La société ne serait pas bâtie sur une division en deux pôles, l'un riche et l'autre pauvre, l'un exploiteur et l'autre profiteur, comme l'ont dit ou le disent encore certains

Non, justement cette évolution vers un nombre de plus en plus grand de ce qui est également appelé les "classes moyennes" serait la preuve que si riches et pauvres il y a, ce serait surtout le résultat d'un passé révolu. Mais que le fonctionnement actuel irait lui dans le sens d'une égalitarisation, d'une "moyennisation", une sorte de rattrapage des injustices et des inégalités passées.

A B Selon le tableau du Monde, les Ouvriers qui étaient la catégorie la plus importante en France en 1975 (8,5 millions) a baissé et ne représente plus que 7,1 millions en 1999. Les Ouvriers sont maintenant dépassés par la catégorie des Employés, qui sont montés en flèche, passant dans le même temps de 5,3 millions à près de 8 millions, et se retrouvant catégorie n°1 (7,8 millions). En plus de cela, les Ouvriers sont talonnés par une nouvelle

catégorie : les professions intermédiaires, qui ont également monté beaucoup, de 3,6 millions à 5,8 millions.

La catégorie cadres, professions intellectuelles supérieures, elle aussi, a considérablement augmenté, passant de 1,6 million à près de 3 millions. Les artisans et commerçants aussi sont en progrès, avec 1,7 million au lieu de 900 000. Seuls les agriculteurs exploitants ont baissé ; ils sont passés de 1,7 million à 600 000.

Finalement, le graphique du Monde nous donne dans l'ordre d'importance : Employés 29,9%, Ouvriers 27%, Professions intermédiaires 22,1%, Cadres-Professions intellectuelles supérieures 12,1%, Artisans commerçants 6,4% et Agriculteurs exploitants 2,5% (le total ici est bien de 100%).

Notons, pour l'instant, que les Ouvriers sont loin d'avoir fondu comme neige au soleil, contrairement à l'idée qui prédomine. Ils sont, disent ces chiffres, la seconde catégorie en ordre d'importance. Mais l'important dans ce tableau est que l'on voit très nettement la courbe des ouvriers baisser, contrairement à toutes les autres donc, Employés, Professions intermédiaires, Cadres et professions intellectuelles supérieures, et même Artisans et commerçants. Seuls les Agriculteurs, exploitants connaissent le sort des Ouvriers, la baisse sur le long terme.

Cette présentation de la société française, on la retrouve, avec quelques nuances différentes, mais toujours identique sur le fond, partout où l'on cherche. Les éditions La découverte publient régulièrement un ouvrage intitulé l'Etat de la France. L'édition 2005-2006 donne la parole à Louis Chauvel, sociologue, IEP Paris, OFCE. Louis Chauvel commence donc par rappeler ce passé horrible, celui des classes sociales et de leurs luttes : *"Si l'on se rappelle, dit-il, la violence des inégalités qui persistaient encore au milieu du XX^e siècle, la France d'aujourd'hui ressemble sans doute à un tout autre monde. De nombreux sociologues, en Europe et ailleurs, se sont penchés sur les mutations de la structure sociale au cours de ce demi-siècle, et pour une partie peut-être majoritaire d'entre eux, la disparition de la lutte des classes et celle des classes elles-mêmes apparaissent comme une évidence. Tout un ensemble d'évolutions contribuent à donner une assise à cette idée : l'expansion du tertiaire, la baisse du nombre des ouvriers, l'expansion des catégories moyennes et supérieures du salariat et l'élévation des niveaux de diplômes"*.

Mais cette belle image inlassablement répétée par les sociologues officiels est ternie par l'actualité : délocalisations, fermetures d'entreprise, gens qui meurent de froid, posent problème. Et c'est sans doute pourquoi monsieur Chauvel se sent obligé d'apporter quelques nuances. Les classes moyennes (cadres B de la fonction publique, et leurs équivalents du privé, techniciens, travailleurs sociaux, infirmiers, instituteurs et assimilés), dit-il donc, stagnent. De même l'expansion des cadres n'e serait plus si évidente. Surtout, reconnaît-il avec un ton professoral, *«le diagnostic annonçant la "fin des ouvriers" est très discutable : non seulement ils représentent encore 30% de la population active (lorsqu'on leur ajoute les contremaîtres), soit le groupe le plus nombreux, à égalité avec celui des employés, mais les traits culturels du monde ouvrier demeurent. La somme des employés et des ouvriers, c'est toujours M. Chauvel qui le dit, représente invariablement 60% de la population active sur les quarante dernières années. On n'observe donc pas de disparition des catégories populaires, mais une tertiarisation (passage des ouvriers aux employés) et une expansion des sans emploi, ce qui ne correspond pas à une logique d'élévation dans l'échelle sociale. En*

conséquence, conclut-il, l'expansion des catégories moyennes (naguère) et supérieures (aujourd'hui encore) ne s'est pas faite à la défaveur des catégories populaires».

Ce monsieur nous confirme donc que nous savons lire : les ouvriers n'ont pas disparu. Ce sont les sociologues qui ont voulu les faire disparaître. Mais en voilà un qui admet s'être peut-être trompé, au bout de 40 ans ! Enfin, il ne l'admet pas tout à fait, puisque M. Chauvel considère, on l'a entendu, que l'avenir de l'ouvrier dans la société actuelle est de devenir employé, en se tertiarisant.

En tout cas, "l'Etat de la France" publie un graphique qui va de 1969 à 1999, d'une allure différente de celui du Monde, mais qui dit exactement la même chose : courbe des Ouvriers en baisse régulière, contrairement aux autres catégories, à l'exception des patrons agriculteurs.

Cela n'est pas très étonnant. En fait, tous les chiffres de la société et de l'économie, en France, proviennent du même organisme d'Etat, l'INSEE. Et l'INSEE joue un rôle analogue à l'AFP pour ce qui est de l'information. Elle est seule à disposer des moyens en hommes, en autorité et en moyens matériels pour étudier la population. Et c'est à partir de ses chiffres, qui sont donc les seuls disponibles, avec sa présentation à elle, qu'ensuite les économistes travaillent, et que les journalistes font leurs analyses et commentaires. Il n'est donc pas étonnant que l'immense majorité dise exactement la même chose.

Les chiffres de l'économie sont devenus une donnée stratégique d'importance, puisque le capitalisme actuel ne cesse d'utiliser des chiffres pour soutenir ce qu'il veut nous dire, à tout propos. Que les choses aillent bien ou mal, ce sont des chiffres qu'on nous met en avant. Comme si les chiffres parlaient d'eux mêmes, comme s'ils étaient objectifs. Comme si, nous méfiant de la parole de patrons, ou de journalistes, nous n'avons pas de raison de nous méfier des chiffres, qui parleraient d'eux-mêmes.

La manière de présenter les chiffres d'un côté, celle de présenter l'actualité de l'autre, ce sont deux outils complémentaires, tous deux entièrement monopolisés par l'Etat. Et l'on sent bien, à lire un Chauvel, ce qui guide leur manière de présenter les choses. Il s'agit d'effacer une ancienne manière de voir qui était très répandue, parce qu'elle était très présente chez des militants également nombreux, l'idée de classes et d'une lutte entre ces classes pour se partager la richesse produite dans le pays. Chauvel ne revient pas là-dessus, et nous dit-il, la société d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle du milieu du 20^e siècle !

Et puis, il s'agit dans le même temps de chercher un espoir à offrir, de manière que les parties les moins favorisées de la population puissent croire en cette société, et ne cherchent pas à entrer en lutte contre elles, qu'elles fassent au contraire le choix de chercher à progresser en jouant son jeu, en la conservant donc telle qu'elle est pour l'essentiel.

C'est pour cela que Chauvel a laissé échapper, à propos des chômeurs, ce propos où il dit que l' "*expansion des sans emploi (...) ne correspond pas à une logique d'élévation dans l'échelle sociale*".

Tous ces gens sont quand même parvenus à mettre dans les têtes sinon que la classe ouvrière n'existe plus, du moins que c'est une vieilleries totalement ringarde. On ne parle et on ne montre des ouvriers qu' en cas de licenciement, ou de délocalisation, toujours pour répéter inlassablement qu'ils sont en train de disparaître.

En citant ces quelques lignes du sociologue Chauvel, on s'est aperçu que l'on pouvait présenter, à un moment les Ouvriers comme une seconde catégorie, sur le déclin, mais à un autre moment, sans doute pour soutenir son affirmation, on a vu Chauvel nous présenter la classe ouvrière comme la première catégorie : il lui a suffi d'y inclure les contremaîtres, nous a-t-il dit.

Dans la pratique, le contremaître est un ouvrier un tout petit peu sorti du rang, qui est devenu responsable d'une équipe d'ouvriers. Un ouvrier qui travaille presque toujours autant et aussi dur que l'équipe dont il a la charge. Or cet ouvrier devenu contremaître est comptabilisé aujourd'hui par l'Insee dans les professions intermédiaires.

Je dis bien "comptabilisé aujourd'hui". Parce que dans le passé, jusqu'en 1982, les contremaîtres étaient comptabilisés par l'Insee comme ouvriers. Cela peut paraître étonnant pour quelqu'un qui regarde cela de loin, mais effectivement, l'Insee a modifié très profondément ses définitions, donc tout l'ensemble du classement. Auparavant, elle parlait de CSP, catégories socio professionnelles ; pour faire la distinction avec le nouveau système, elle parle aujourd'hui de CPS "catégories professionnelles et sociales".

Pour rester sur le cas des contremaîtres, il y en avait 464 000 de comptabilisés lors du changement de classification. Sur ces 464 000 ouvriers selon l'ancien classement, l'Insee en a affecté 407 000 dans les professions intermédiaires (dans la rubrique contremaîtres, agents de maîtrise), 6000 chez les employés, et 39 000 sont restés ouvriers.

(le compte n'y est pas, mais ce sont bien les chiffres du recensement de 1982 reproduits par Alain Desrosières et Laurent Thévenot dans "Les catégories socioprofessionnelles" (Repères La découverte n°62, 2000).

On se rend donc compte ici à quel point tout classement est discutable. Si on veut démontrer que la classe ouvrière est en recul, on a intérêt à ne pas y comptabiliser les contremaîtres. Si on veut dire que la classe ouvrière ne disparaît pas, on compte les contremaîtres dedans. Et les contremaîtres ne sont pas les seuls pour qui le problème se discute.

Alors, la classe ouvrière est-elle en train de disparaître ? La France est-elle devenue un pays où l'immense majorité est faite de classes moyennes ? Et la bourgeoisie, s'est-elle volatilisée ? C'est ce que nous allons essayer de voir précisément ici. Et pour cela, nous allons regarder d'un œil très critique les seules données dont, nous aussi, nous disposons, celles de l'INSEE

1- LA PRESENTATION DE L'INSEE :

Tableaux de l'économie française 2005-2006, page 37



L'INSEE recense actuellement la population active en prenant la population de 15 ans et plus et en la ventilant dans les 6 grandes catégories qu'on a déjà rencontrées. L'INSEE leur a donné des numéros :

- 1-les agriculteurs exploitants,
- 2-les artisans, commerçants et chefs d'entreprises,
- 3-les cadres et professions intellectuelles supérieures,
- 4-les professions intermédiaires,
- 5- les employés, et en dernier, évidemment

6-les ouvriers (y compris les ouvriers agricoles).

Selon ce découpage officiel, les ouvriers représentent aujourd'hui 14,1% de la population active. Ils sont en seconde position, derrière les employés 16%. Ouvriers et employés font donc un total ici de 30%. Une minorité, semble-t-il, de la population. Les autres catégories donnent, pour les professions intermédiaires 12,4%, les cadres et professions intellectuelles supérieures 7,6%, les artisans commerçants chefs d'entreprise 3,1 et les agriculteurs exploitants 1,4%.

En simplifiant, cela donne 30,1% pour les employés et ouvriers, 24,5% pour toutes les autres catégories réunies, soit un total de 54,6%. C'est que dans son tableau de répartition "selon la catégorie socioprofessionnelle", l'INSEE compte aussi les retraités et les gens qui n'ont pas d'activité. Or, ces retraités sont 30,3%, et ceux que l'Insee appelle "autres sans activité professionnelle" sont 15,3%. Il y a donc 45,6% de personnes (de plus de 15 ans) qui ne travaillent pas, mais qui sont comptabilisés.

Quand un journaliste va citer un chiffre sur la population ouvrière, il ne va pas se casser la tête. Bête et discipliné, ou intelligent et servile, il pourra dire, tableau de l'INSEE à l'appui, que les ouvriers sont 14% de la population active...

Nous allons donc faire une première correction, et retirer mathématiquement les retraités et les "sans activité professionnelle".

D

Le total des % de la population effectivement active étant dans le tableau Insee de 54,6%, on trouvera les nouveaux % de chaque catégorie en divisant les % donnés par 0,546.

Nous obtenons maintenant 29,3% d'employés, et 25,8% d'ouvriers, Cette fois, il apparaît bien que les employés et ouvriers forment une majorité de la population active du pays, puisque le total est de 55,1%. Le monde du travail, employés + ouvriers, est bel et bien majoritaire.

Mais nous sommes encore loin d'avoir tout réglé. Car se pose l'autre problème, qui est de savoir exactement où affecter qui, et en quoi consistent par exemple cette catégorie étrange que l'INSEE appelle professions intermédiaires, qui est tout de même la troisième catégorie par son importance, 22,7% selon notre calcul.

2- LE CLASSEMENT ET SA PHILOSOPHIE :

Le classement actuel de l'Insee date de 1982, c'est-à-dire de l'arrivée de la gauche PS-PCF au gouvernement, sous Mitterrand.

En fait, on pourrait refaire une histoire du classement officiel statistique de l'emploi. En 1936, par exemple, les choses étaient très différentes : le recensement était présenté d'un côté (verticalement) par groupes professionnels, en fait par secteur de travail : pêche, forêts, culture-élevage, etc..., transports, commerces divers. Et pour chacun de ces groupes, il y avait 3 catégories possibles : chefs, employés, ouvriers.

On avait donc un tableau à double entrée, qui donnait horizontalement les effectifs par métier ou branche d'activité, et verticalement une image de la hiérarchie sociale. Les retraités n'étaient pas comptabilisés, mais les chômeurs l'étaient (4,8%), et apparaissaient clairement.

Si on fait le même calcul pour chercher à cerner la population réellement active, on obtient ce découpage de la société qui est assez parlant :

pour les chefs (29,2/82) 35,6% ;
pour les employés (14,7/82) 17,9% ; et
pour les ouvriers (38,1/82) : 46,5%.

E En 1936 donc, on considérait que les ouvriers étaient de loin la première catégorie socioprofessionnelle, et presque majoritaires à eux seuls (pas loin de 50%). Le total ouvriers + employés (46,5 + 17,9) était de plus de 64 % : les deux tiers de la population active.

F En 1982, l'Insee a enlevé en tout 603 000 ouvriers de la catégorie Ouvriers pour les mettre en Professions intermédiaires ; 562 000 autres ouvriers devenaient par ailleurs des Employés. Et dans le même temps, on ajoutait aux Ouvriers 512 000 magasiniers auparavant classés en employés... Le bilan était ainsi d'une baisse de 2,2% du nombre d'Ouvriers, du jour au lendemain (moins 517 000) avec 32,9% au lieu de 35,1.

Pour compléter et amplifier le changement en vue d'une diminution de la classe ouvrière, on a dans le même temps cherché à modifier le rapport entre Ouvriers et Employés, en augmentant un maximum la catégorie Employés ; d'un coup d'un seul, 426 000 anciens cadres moyens, catégorie auparavant séparée. Et 1 320 000 personnes auparavant comptées comme Services sont également entrées dans les Employés. Résultat, la catégorie Employés a bondi de plus de 33% du jour au lendemain (6247 au lieu de 4677 en milliers).

Et surtout le rapport à l'intérieur du monde du travail entre Ouvriers et Employés, qui était auparavant en faveur des Ouvriers avec 64% du total pour les Ouvriers (8266 / (8266 + 4677)), ce rapport reculait brutalement et tombait à seulement 55% d'Ouvriers (7749 / (7749 + 6247)), soit une baisse de 14% de la part relative des Ouvriers dans le monde du travail (Employés + Ouvriers), par un simple jeu statistique, du jour au lendemain, sans que la réalité ait encore bougé.

Avec toutes ces manipulations, on comprend deux choses. D'abord que les chiffres ne sont pas des saints, et que la réalité est une chose, la statistique en est une autre. Et surtout que les changements de mode de calcul rendent même l'étude d'une évolution historique problématique, puisque l'on va comparer des choses en réalité différentes.

Mais nous allons tout de même poursuivre, et tenter de cerner la réalité sociale de la France d'aujourd'hui. Il faut quand même dire ici qu'on a rencontré une autre difficulté. En 1936, ou en 1982, l'Insee ou son ancêtre donnait des chiffres en valeur absolue, en milliers ou centaines de milliers de personnes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous n'avons plus que des pourcentages par catégorie.

Dans les Tableaux de l'économie française (2005-2006) l'Insee ne donne nulle part au moins le total des personnes comptabilisées, ce qui permettrait avec les pourcentages, de chiffrer chaque catégorie. Tout ce que l'on peut faire, c'est procéder par recoupement : aller dans une étude la population européenne par groupe d'âge (page 35), y trouver qu'elle est de 19% (sans virgule, donc avec peu de précision) pour la France métropolitaine (chiffre à la mi-2004). On peut alors en déduire que c'est 81% de l'ensemble de la population française (100 - 19) qui a servi de base au tableau des CPS. Et comme l'on dispose de la population totale mi-2004 (page 11) avec un chiffre de 62,2 millions, on peut trouver que la population active de plus de 15 ans est de 50,38 millions.

Il y a tout de même de quoi s'indigner de ces pratiques. C'est à croire que les chiffres sont un secret d'Etat. Car avec ces calculs et les seuls chiffres disponibles, on arrive à une marge d'erreur impossible à réduire de $\pm 300\ 000$ personnes sur le total (si l'on prend une incertitude de $\pm 0,5\%$ sur les moins de 15 ans). Tout ce que nous savons c'est donc que la population dite active en France mi-2004 se situe entre 50,1 et 50,7 millions.

3- UN ESSAI POUR UN CLASSEMENT QUI ECLAIRE

L'Insee et les sociologues se sont trompés en décidant, en 1982 et ensuite, qu'il fallait considérer que la classe ouvrière était en voie de disparition. Il est légitime de se poser la question de savoir si les classes sociales ne seraient pas au contraire toujours là, et de partir plutôt de cette hypothèse pour établir notre étude, qui à vérifier que nous nous serions trompés.

Nous avons donc choisi d'essayer de faire un autre classement, à partir d'une autre hypothèse. Nous allons supposer que les classes sociales n'ont pas disparu. Et nous allons donc, au lieu des 6 catégories actuelles de l'Insee, essayer de construire des catégories qui, si notre hypothèse est juste, indiquent l'importance relative des diverses classes en présence. Nous allons donc partir de notre connaissance de la société, et plus particulièrement des deux pôles qui nous intéressent le plus : le monde du capitalisme dirigeant, et le monde ouvrier et de la production des richesses.

Car tout classement est en réalité le fruit d'une certaine connaissance, d'une réflexion et d'un choix. Nous allons tenter de répartir les populations essentiellement en fonction de leur place par rapport au processus capitaliste de valorisation du capital. Nous sommes dans un monde capitaliste, où c'est le contrôle de la propriété du capital qui donne les moyens de domination et de puissance. Nous chercherons donc à distinguer, en haut de la société, non pas les riches en tant que tels, mais la place par rapport à la possession ou non d'un capital.

Une star du football peut être très riche, elle ne placera pas sa richesse sous forme de capital, elle doit la consommer pour entretenir le peu qu'elle possède et qui est éphémère, la gloire. Elle n'aura donc aucun rôle important ou même secondaire dans l'organisation économique du monde.

Il est donc important d'avoir ici une idée précise de la notion de capital : ce peut être des terres, des usines, des machines, des actions, ou toute autre forme de valeur, pourvu que le propriétaire utilise cette valeur pour la placer dans un processus capitaliste, celui qui cherche à utiliser l'ensemble du système en place pour faire fructifier et augmenter ce capital : en faisant produire des biens matériels par des ouvriers, ou même en spéculant dans la finance, ce qui est une autre manière de récupérer une part de la plus value extorquée à ceux qui participent au processus de production des biens.

Dans cette partie de la population, nous essaierons de distinguer entre une masse assez importante de petits capitalistes, petits patrons assez nombreux dans un pays impérialiste dominant comme la France, mais qui ne jouent pas le même rôle dans l'économie et la société que les capitalistes se trouvant à la tête des plus grands groupes, en nombre bien plus réduit.

De nos jours, les gros capitalistes ont aussi délégué à toute une série de cadres dirigeants les soins de gérer leur capital ; ainsi, se sont mises en places différentes couches de

cadres faisant partie intégrante de la direction du monde capitaliste : aux cadres chargés d'abord de la gestion technique et matérielle, ou de la mise en œuvre du processus de production, se sont adjoints des cadres en nombre aussi significatif qui sont chargés de la gestion financière du capital, et de l'ensemble de la stratégie de sa valorisation.

Nous appellerons "cadres dirigeants" ces cadres qui entourent directement les capitalistes des grandes entreprises qui jouent un rôle dirigeant dans la société. Nous appellerons "cadres moyens" les cadres qui, par la place qu'ils détiennent (petite entreprise, ou cadre subalterne des grosses entreprises), ne peuvent avoir le même rôle : la plupart d'entre eux ont pour tâche d'adapter les formes de la production aux décisions stratégiques des cadres dirigeants, ou aux entrepreneurs capitalistes.

Nous essaierons donc aussi de distinguer les deux mondes, de nature et de poids très différents, de la petite entreprise et des grands groupes comme ceux du CAC 40. Dans le monde des PME, nous considérerons ainsi que les plus hauts cadres ne jouent qu'un rôle de cadre moyen, rapporté à l'échelle nationale et à l'ensemble de la société.

C'est donc la place et le rôle joué par rapport au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste du pays qui nous guidera dans nos choix de classement, pour ce qui est des classes dirigeantes.

Passons maintenant à l'autre pôle de la société capitaliste, le monde du travail. Là, la principale distinction qui prévaut depuis des décennies, c'est celle qui distingue les employés des ouvriers. Et on a vu comment l'État ne se gêne pas pour faire passer une partie des uns vers l'autre, ou inversement.

Dans le dictionnaire aussi, les définitions ont changé avec le temps, signe que c'est à tous les niveaux que des intellectuels maintiennent l'ordre des choses et la vision voulue de manière coordonnée. Ainsi dans le Petit Larousse illustré de 1981, l'employé c'est la "*personne qui travaille dans un bureau, un magasin*". Selon le même dictionnaire actuel (Petit Larousse illustré 2006), un employé est "*une personne salariée qui travaille dans un bureau, une administration, un magasin ou chez un particulier, sans avoir de responsabilité d'encadrement*". On a donc ajouté le fait de travailler -quel que soit son travail- dans l'administration, et chez les particuliers. Un électricien est ainsi un employé s'il travaille dans un hôpital ou une école.

La définition de l'ouvrier aussi a changé : en 1981, c'est une "*personne qui, moyennant un salaire, se livre à un travail manuel pour le compte d'un employeur*". En 2006, c'est une "*personne salariée ayant une fonction de production et qui se livre à un travail manuel pour le compte d'un employeur*". On souligne maintenant la "fonction de production" de l'ouvrier. C'est très malin. Car cela semble a priori plus juste. Et même plus près de l'idée marxiste de classe ouvrière. Mais c'est encore une falsification, qui permet de ne pas compter de nombreuses catégories ouvrières, comme les femmes de ménage, ou les employés du nettoyage, pour ne prendre que ces exemples.

Pour nous, ce n'est pas le fait de produire directement les biens qui est important, pour comprendre le fonctionnement de la société. L'important, c'est la place qu'a ou pas la personne concernée, là aussi, par rapport à la mise en valeur du capital. Le prolétaire est celui qui, ne possédant pas de capital, doit vendre sa force de travail au capitaliste, en échange d'un salaire, salaire qui servira juste à l'entretien de cette force de travail. Le travail lui-même est assez

secondaire, dans la mesure où les capitalistes ont énormément émietté les travaux. Auparavant, l'ouvrier prenait du temps pour nettoyer sa machine et son poste de travail en fin de journée. Aujourd'hui, une catégorie entière d'ouvriers spécialisés dans le nettoyage a été constituée, avec l'objectif de sous-traiter ce travail pour moins le payer, puisqu'il demande moins de qualification.

Mais le nettoyage et l'entretien restent indispensables au bon fonctionnement des machines, et à l'exploitation de l'ouvrier qui travaille sur la machine. L'ouvrier et le nettoyeur ont toujours la même place dans le processus de production : ils ne sont ni l'un ni l'autre propriétaires du capital, et ne peuvent que subir les décisions opérationnelles des cadres dirigeants, qui embauchent, licencient, déplacent les emplois, augmentent la production ou la productivité, etc.

De même que le monde capitaliste dirigeant s'est considérablement divisé et agrandi, comptant maintenant aussi des cadres chargés de valoriser le capital, de définir une stratégie (délocalisations, restructurations, investissements financiers, changements de production, etc), le monde de l'usine et de la production en général s'est encore plus considérablement fragmenté.

Les deux évolutions vont de pair : les cadres dirigeants ont aussi pour tâche de concevoir un accroissement de la division du monde ouvrier, et c'est ce qu'ils font, lorsqu'ils séparent l'ouvrier du nettoyeur, en instaurant des conditions qui vont permettre de créer une division dans le salaire comme dans les conditions de travail entre l'ouvrier et le nettoyeur.

En 1981 comme en 2006, il reste que la principale distinction entre ouvrier et employé, c'est l'idée qu'un "travail manuel" revient à celui-ci. L'employé ne subirait donc pas ce désagrément. Mais force est de constater que cette distinction, si jamais elle a eu une certaine valeur, en a perdu beaucoup. Car d'un côté, nombre d'employés ont vu leurs conditions de travail rendues très proches de celles non seulement de l'ouvrier, mais même de l'ouvrier dans les pires conditions qui soient, quand il est à la chaîne. C'est par exemple le cas évident des "employées" caissières des supermarchés, dont on peut voir la répétition des gestes identiques des heures durant. Les cadres peuvent surveiller le débit de leur travail avec la même précision que l'ouvrier sur chaîne, puisque sont enregistrés en même temps que le ticket de caisse les quantités d'objets débitées et le temps qui passe.

La caissière ne produit rien, mais c'est devenu bel et bien une ouvrière. Sans son travail, le capitalisme s'effondre, car le profit ne revient aux capitalistes que lorsque les biens fabriqués sont effectivement vendus. Son travail est indispensable à la valorisation du capital, à ce moment de la reproduction et de l'accroissement du capital où le capital a fini de fabriquer la plus value escomptée, mais où il doit encore en récupérer la valeur;

On pourrait nous répondre que les cadres financiers de la grande distribution aussi travaillent du côté de la valorisation du capital. Mais on doit évidemment distinguer entre les deux pôles, ici aussi : alors qu'à un bout se prennent les décisions stratégiques (nombre de caisses, horaires des équipes, jours d'ouverture), à l'autre bout il faut vendre sa force de travail et ensuite exécuter, à un rythme soutenu et contrôlé, au risque de voir son emploi menacé. A un bout, on décide en tenant compte des études de marché, des enquêtes marketing, de la concurrence, des informations sur le moral des ménages ou sur la Bourse. A l'autre bout, la caissière ignore tout de la provenance ou de la destination des sommes qu'elle voit circuler. Elle ignore qui siège au Conseil d'administration, elle ignore même la réalité de celui-ci.

Très concrètement d'ailleurs, le travail de caissière de supermarché est manuel : trois gestes, toujours les mêmes, dans le même ordre, font l'essentiel de leur travail : soulever l'objet acheté, le présenter code barre face au lecteur laser, le déposer de l'autre côté. Si elles ont le luxe de disposer d'une fraction de temps de pose, le temps que le client règle les opérations de carte bleue ou de chèque, il faut savoir que les cadres et les ingénieurs du monde dirigeant travaillent d'arrache pied à annuler ce temps, qui est un temps mort de leur point de vue, avec l'arrivée de nouvelles technologies.

Mais toutes les caissières ou caissiers n'ont pas forcément vu cette dégradation de leurs conditions de travail. Une caissière de magasin de luxe sur les Champs-Élysées n'a pas le même travail. Ce qui nous montre que, derrière le même métier nominal, il faut peut être distinguer un ouvrier d'un employé, voire d'un cadre.

Dans le monde ouvrier aussi, de fortes évolutions techniques ont permis de modifier certaines conditions et la réalité du travail d'un certain nombre de catégories ouvrières, notamment dans les grosses entreprises. Des travaux pénibles ont pu être éliminés. Un certain nombre d'ouvriers se contentent, de fait, de contrôler le travail fait par les machines, un travail qui s'apparente donc à celui d'un employé : on frappe sur le clavier de la machine à commande numérique. A l'inverse, des travaux ouvriers qui pouvaient autrefois être considérés comme relativement privilégiés ont vu leur rythme, leur contrôle, s'aggraver, au point de ressembler au travail à la chaîne, sans la chaîne.

C'est toutes ces nuances que nous devrions maîtriser, donc, pour dresser la partie du tableau qui nous intéresse dans le monde du travail. Malheureusement, on comprend que nous serons obligés de procéder par approximation, par estimation. Et nous nous baserons autant sur la connaissance que l'on peut avoir de cette réalité et de ses évolutions, que sur les noms des métiers et les sous catégories de l'Insee.

Nous essaierons de distinguer l'aristocratie ouvrière parmi la classe ouvrière, distinction qui nous importe autant que celle entre ouvriers et employés. Nous aurons deux rubriques appelées "ouvriers de l'aristocratie", et "ouvriers de la masse". Cela fait des décennies que la bourgeoisie a façonné une aristocratie ouvrière, ce qui a sans doute été déterminant dans sa réussite à se sauver de la révolution sociale dans les pays impérialistes dominants, que ce soit dans les années 1920 avec la vague issue de la révolution russe, ou dans les années 34-36, avec les soubresauts consécutifs à la crise de 1929.

Il n'est pas toujours facile de trancher entre l'aristocratie ouvrière et la masse ouvrière, (si l'on prend ce terme par opposition à l'aristocratie ouvrière). Pour les rares auteurs contemporains qui s'y sont intéressés (essentiellement des maoïstes ou ex-maoïstes, Partisan, Tom Thomas), l'aristocratie est surtout définie par une place jouant à un moment donné un rôle stratégique dans la production : SNCF, EDF par exemple, notamment aux lendemains de la seconde guerre mondiale.

Nous avons pour notre part une vision plutôt politique du problème. Nous nous poserons la question de savoir quelle catégorie ouvrière aura le sentiment de n'avoir rien à perdre en cas de luttes d'envergure, de manière à envisager la possibilité pour cette catégorie que la lutte aille au-delà des revendications de type syndical dès lors que le problème du type de société pourra se poser. Nous considérerons donc comme aristocratie ouvrière de nombreuses catégories qui, quoique tout à fait capables de mener des luttes d'envergure, le

font systématiquement au nom de leur spécificité, avec un état d'esprit totalement corporatiste, en considérant non seulement qu'elles ont un droit à de relatifs privilèges par rapport au lot commun de la masse ouvrière, mais que la meilleure manière de lutter est d'écarter de leur lutte les autres catégories, qui sinon auraient également à profiter d'un éventuel succès (conducteurs de train lors de la grève de 1987). Nous devrions même réfléchir au problème inéluctable qui se pose à nous de la nécessité, pour envisager un changement radical de société, que la lutte qui surgirait dans une métropole impérialiste comme la France, fasse le choix de se sentir concrètement solidaire des pays dominés avec lesquels commerce et s'affaire le capital français.

Se pose ainsi la question d'apprécier les capacités des catégories ouvrières à tourner le dos à la xénophobie, au racisme, aux divers sentiments de supériorité vis-à-vis des peuples des pays dominés par le capital français, et la capacité à abandonner les attitudes de soutien à l'Etat français en cas de conflit entre la France et un pays dominé quel qu'il soit.

Il est évidemment bien difficile de répondre, aujourd'hui, à de telles questions, qui ne peuvent se poser justement que si un certain nombre de catégories ouvrières ont fait un certain nombre de pas dans cette direction internationaliste. Il semble plus facile de juger au moins d'après la place dans la production, ou d'après l'importance des privilèges acquis. Mais il faut rester conscient que c'est bien l'ensemble qui compte ; des choix seront à faire ; un conducteur de train peut décider de prendre une position internationaliste, y compris s'il est relativement seul dans sa corporation. Sa position restera alors isolée, exceptionnelle. C'est pourquoi, a priori, nous avons par exemple choisi de situer les conducteurs de train dans l'aristocratie ouvrière.

Il ne s'agit donc pas de juger d'attitudes individuelles, mais de possibilités raisonnables d'existence d'un certain type de mouvement et d'idées dans une catégorie donnée du monde du travail. Cela dit, on peut se tromper : personne n'aurait sans doute prédit que les étudiants auraient été les vecteurs des idées communistes révolutionnaires en Mai 68. A l'inverse, l'on peut dire qu'aujourd'hui, masse ouvrière ou aristocratie ouvrière, il y a malheureusement peu de différence dans la mentalité et la conscience.

Notre conviction est qu'un travail militant de longue haleine est indispensable. De même qu'il a fallu plusieurs générations de militants pour constituer la classe ouvrière des 19^e et 20^e siècle, de même il faudra un travail militant particulier, qui distingue certaines catégories plus particulières de la classe ouvrière, et qui aura de plus à prendre en compte dans son contenu les faux révolutionnarismes passés ou présents de l'aristocratie ouvrière, pour que se constitue une masse ouvrière digne de ce nom, active et consciente d'elle-même.

Notre raisonnement aujourd'hui et ici est de considérer que les catégories pour lesquelles la société n'offre pas d'avenir sont à considérer comme étant de la masse ouvrière. Mais là encore, il faut des précautions. Par exemple, un certain nombre de jeunes, justement parce qu'ils se retrouvent ouvriers en usine, dans ces situations sans avenir, ni promotion sociale, ni considération aucune, se mettent à considérer leur condition comme inexistante ; dans leur tête, ils ne sont pas ouvriers. Ils sont là sans l'être. Ils vivent leur présence comme une obligation, dans l'attente de changer de condition dès qu'une opportunité se présentera. Ce jeune est-il de la masse ouvrière ? A priori oui, quand même, dans la mesure où il vit, qu'il le veuille ou non, parmi un ensemble de personnes qui, elles, se chargeront peut être de lui faire changer sa manière de voir, à condition que se présente l'opportunité d'une lutte importante.

Mais si nous avons affaire à tout un secteur entièrement constitué de tels jeunes, ce que les patrons peuvent tout à fait réaliser dans un certain nombre d'endroits limités, nous devrions nous refuser à les considérer de la masse ouvrière, et les classer plutôt dans l'aristocratie ouvrière.

Il faut bien voir que la notion d'aristocratie ouvrière est basée sur des situations relatives : c'est-à-dire que c'est d'abord par rapport à d'autres couches ouvrières que l'aristocrate ouvrier se vit comme aristocrate. C'est par rapport au monde ouvrier qu'il voit ou ressent autour de lui que l'aristocrate ouvrier se vit comme tel. Il se peut par exemple qu'une catégorie d'ouvriers, que l'on aurait classé jusque là parmi la masse ouvrière, se sente tout d'un coup devenir privilégiée, parce que la région est soudainement sinistrée par une vague de chômage sans précédent.

Grosso modo, nous avons compté comme de la masse ouvrière la grande majorité des ouvriers non qualifiés, de même que les ouvriers agricoles. Nous y avons aussi inclus un certain nombre de travailleurs que l'Insee compte comme employés, alors qu'ils sont payés au SMIC voire en-dessous : serveurs de café, gens des ménages aux particuliers, coiffeurs salariés (pour l'Insee, ce sont des "personnels des services directs aux particuliers", rubrique 56)

Nous avons choisi de reconstituer une catégorie appelée Employés. Mais nous ne mettons pas la frontière entre ouvriers et employés sur le critère d'un travail manuel. Nous examinerons l'ensemble des conditions de travail, la pénibilité en particulier, l'obligation de soutenir un rythme imposé, l'existence de contrôle de la quantité du travail fourni et de ce rythme.

Les assistantes sociales, par exemple, les animateurs socio-culturels, les spécialistes de la rééducation, sont actuellement comptabilisés dans la sous rubrique 43 "professions intermédiaires de la santé et du travail social", qui fait elle-même partie de cette fameuse grande catégorie "Professions intermédiaires". Nous avons choisi de placer ces personnes dans notre catégorie Employés.

Par contre, nous avons attribué les infirmiers (en soins généraux et salariés, eux aussi dans la sous rubrique 43 pour l'Insee) à l'aristocratie ouvrière, car leurs conditions de travail, leurs salaires, leurs revendications et leurs méthodes de lutte les apparentent au monde ouvrier plus qu'au monde employé, et parce qu'ils se considèrent eux-mêmes comme disposant de qualification, et qu'ils réclament une "reconnaissance", c'est-à-dire qu'ils refusent de se considérer comme de la stricte main d'œuvre d'exécution, ce qu'ils sont pourtant.

Dans les employés, nous avons placé aussi les représentants de commerce, les chefs de petite surface de vente, les personnels de secrétariat "de niveau supérieur", dont on peut penser qu'ils n'ont pas les conditions de travail de dactylo à la chaîne des pools dactylographiques d'autrefois, toutes catégories que l'Insee regroupe encore dans les "professions intermédiaires", celles "administratives et commerciales".

Là, notre difficulté a été de les ventiler selon la taille des entreprises ; nous avons choisi de les affecter pour moitié aux PME et moitié dans les grandes entreprises, celles du capital concentré, en nous basant cette fois sur les effectifs totaux employés par les deux grandes catégories ; mais il ne s'agit que d'une estimation.

Enfin, le troisième gros contingent de ce que nous avons appelé Employés est formé par les secrétaires d'entreprise et les employés de banque, que l'Insee aussi met dans les Employés (sous rubrique 54 : Employés administratifs d'entreprise). Là, nous avons considéré que si on peut aussi partager pour moitié les secrétaires selon qu'elles sont en PME et en grandes entreprises, il n'en est pas de même pour les employés de banque. Le secteur bancaire étant très concentré, nous avons arbitrairement affecté 1/6 seulement de ceux-ci à des petites entreprises, et le reste aux grandes.

Pour conserver une vue assez précise du monde du travail, nous avons choisi de garder séparément aussi les techniciens d'une part, la maîtrise et les contremaîtres de l'autre. Nous aboutissons ainsi à 8 grandes catégories qui formeront notre hiérarchie sociale : da bas en haut,

- Les ouvriers de la masse
- Les ouvriers de l'aristocratie
- Les employés (que nous plaçons ici car leurs conditions notamment de salaire les placent très près des ouvriers)
- La maîtrise et les contremaîtres
- Les techniciens
- Les cadres moyens
- Les cadres dirigeants
- Les entrepreneurs capitalistes

Et nous ajouterons aussi de manière séparée cette catégorie particulière et vitale à toute société d'exploitation, dont la seule fonction est le dernier recours par la force brutale, les bandes armées (policiers et militaires du rang, que l'Insee compte comme Employés ; ils sont 2%, soit presque autant que la maîtrise et les contremaîtres dans les usines et sur les chantiers).

Pour chacune de ces 9 catégories, nous essaierons de distinguer leur présence selon une répartition en trois grands secteurs du monde économique et de la société : les PME, les grandes entreprises, et l'Etat. Aux PME et aux grandes entreprises dont nous avons déjà parlé, il nous a semblé important d'ajouter l'Etat, non pas pour discuter du nombre pléthorique de ses employés, comme c'est de mode, mais parce que, en cas de conflit, de lutte, et de lutte de classe, les difficultés comme les atouts des travailleurs sont très différentes selon qu'ils appartiennent à une PME, à une grande entreprise ou à l'Etat (fonction publique). Un aide-soignant d'hôpital, ou un ouvrier de service d'une école, appartient et se sent appartenir à un ensemble bien plus vaste que son seul hôpital ou sa seule école. Ce qui n'est pas le cas d'une PME. Et les réactions auxquelles un travailleur en lutte doit s'attendre ne sont absolument pas du même ordre selon le type de patron à qui il est soumis.

Notre distinction entre PME et grandes entreprises ne sera donc pas formelle (ou ne devrait pas l'être si nous avions les moyens d'une précision plus grande). D'ailleurs, ces trente dernières années, les grands patrons et l'Etat (centres de tri PTT par exemple) ont largement fait le choix de découper leurs plus gros centres de production, de manière à disperser les grosses concentrations ouvrières, en escomptant un impact sur les capacités d'extension des conflits. Ce qui compte à nos yeux, ce n'est pas la taille formelle de l'entreprise, mais l'existence de liens, par la propriété du capital (filiale) ou par l'organisation du travail, à une entité plus grande. De même, un sous-traitant sera plutôt compté en PME, même si ses ouvriers travaillent dans une grande entreprise, du fait de la mentalité qui prévaut actuellement...

Avant d'en arriver aux résultats que nous avons obtenus, il nous faut encore dire une autre difficulté rencontrée. Nous n'avons trouvé qu'un seul tableau entièrement détaillé où l'Insee indique ce qu'elle a affectivement compté dans chacune de ses rubriques et sous-rubriques, et ce tableau date de...1990. Impossible à ce jour d'avoir mieux (courrier envoyé à l'Insee le 11 janvier). Par exemple, les caissiers (ou caissières) sont comptabilisés dans la rubrique 5 Employés, à la sous-rubrique 55 Employés de commerce.

Comme en 1990, ils étaient 127 000 sur 730 000 personnes soit 17% dans cette sous-rubrique, nous avons supposé que leur proportion est restée constante aujourd'hui. Sachant que les Employés de commerce sont 1 259 000 en 2004, on en déduit le chiffre (supposé) de 214 000 (17% de 1 259 000), que l'on peut ensuite ventiler dans nos nouvelles catégories.

En procédant à cette ventilation, on découvre que les agents d'exploitation des postes (98 000 en 1990) sont comptés en employés, de même que les agents de service des établissements d'enseignement (en 1990, 221 000 ; femmes de ménage, ouvriers de cuisine), ou les aides-soignants du public et du privé (294 000, toujours en 1990) L'ensemble de cette sous-rubrique (52 "employés civils et agents de service de la fonction publique) représente à elle seule 8,61% du total de la population active : c'est le prolétariat de l'Etat, essentiellement féminin. Pour l'Insee, ce sont des employés. Nous les avons affectés aux 4/5è dans la masse ouvrière de l'Etat, et pour 1/5è (agents du trésor, des douanes 78 000 ; commis et adjoints administratifs de la fonction publique 271 000 ; en 1990) comme employés.

C'est donc un travail de fourmi qu'il faut faire. Un travail contestable, parfois arbitraire, car on l'a vu, il nous manque des données à plusieurs niveaux. C'est donc un travail qu'il faudra et que l'on pourra encore affiner. Mais c'est tout de même un premier travail qui est réfléchi, précis, et permet la critique et l'amélioration.

G

Nous avons indiqué sur notre tableau de conversion, en italique, les principales observations qui nous ont guidé pour la ventilation de chaque sous rubrique, (et sur le tableau informatique Excel, on peut retrouver tous les détails des calculs).

4- SYNTHÈSE 1 & 3 : UNEPREMIERE VUE GLOBALE

H

I

Cette première synthèse permet d'abord de lire un véritable découpage en tranches des principales classes sociales ou catégories sociales de l'ensemble de la société. De gauche à droite, on trouve les dirigeants, c'est-à-dire les détenteurs du capital ; puis les cadres dirigeants, dont on a vu qu'ils étaient maintenant chargés de la valorisation du capital possédé par les premiers.

Arrivent ensuite les cadres moyens. Leur préoccupation est par contre orientée vers la production, la mise au travail de manière efficace des personnels, l'organisation des matériels et des techniques. Sous leurs ordres directs, les techniciens sont chargés de l'application des décisions et de leur mise en œuvre sur le plan des matériels ; la maîtrise et les contremaîtres ont la charge de la surveillance des personnels employés et surtout ouvriers.

Les employés ont été placés ici "au-dessus" de l'aristocratie ouvrière, mais il n'est pas impossible qu'une étude ultérieure, notamment sur le plan des salaires, nous fasse changer d'avis, et considérer que dans l'ensemble de la hiérarchie sociale, le corps des employés est à placer plutôt sous celui de l'aristocratie ouvrière.

L'aristocratie ouvrière est donc ici située immédiatement avant la masse ouvrière, que nous considérons comme la classe ouvrière exploitée. Enfin, bien qu'en faible nombre, il faut faire noter que les bandes armées, policiers, gendarmes et militaires, qui ont également leur rôle dans le maintien et la reproduction de l'ordre social, apparaissent, et ne sont donc pas en nombre négligeable.

Sur ce graphique, il faut savoir que 1% représente 275 000 personnes, ou encore 10% représente 2 750 000 personnes.

Pour ce qui est de l'importance des diverses catégories, on voit très clairement que l'immense majorité de la population active est constituée du monde ouvrier, ou très proche : près de 30%, la catégorie la plus grande selon cette étude, est de la masse ouvrière, suivie à égalité par l'aristocratie ouvrière et les employés, avec chacun 18%.

Masse ouvrière + Aristocratie ouvrière totalisent ensemble 47% de la population active, pratiquement la moitié. On est loin des impressions officielles !

Et l'ensemble aristocratie ouvrière+ masse ouvrière + employés donne un total ici de 65% : les deux tiers de la population en activité.

5 – PREMIERES CONCLUSIONS

Nous avons fait une première étude de l'ensemble du monde du travail, en prenant pour hypothèse qu'en ré examinant au cas par cas les diverses catégories à la fois en tenant des modifications qui ont été apportée par l'INSEE dans la manière de procéder à leur classement, et en tenant compte également de la nature publiquement connue du travail dans un grand nombre de métiers et professions, l'on pouvait redistribuer les quelque 28 millions de personnes actives suivant la hiérarchie sociale suivante :

- Les ouvriers de la masse
- Les ouvriers de l'aristocratie
- Les employés (que nous plaçons ici car leurs conditions notamment de salaire les placent très près des ouvriers)
- La maîtrise et les contremaîtres
- Les techniciens
- Les cadres moyens
- Les cadres dirigeants
- Les entrepreneurs capitalistes

Et nous avons effectivement pu obtenir un chiffrage assez précis et une image très nettement différente de celle rabâchée par l'administration (INSEE) et tous les médias : à savoir qu'il y aurait une disparition de la classe ouvrière, une « moyennisation » de la société, avec une montée régulière des classes moyennes et des hauts salaires. En clair, on nous dit avec la présentation officielle que l'évolution naturelle de la société nous amènerait vers une diminution des inégalités, la fin des classes sociales , et que s'il subsiste encore des injustices criantes, elles ne seraient que des résidus du passé, en voie de disparition. Il n'y aurait donc qu'à laisser faire tranquillement les choses, sans chercher à intervenir, pour que tout aille au mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Nous avons au contraire découvert que l'on pouvait sans autre difficulté présenter les choses autrement. Et nous avons vu que l'on pouvait tout à fait retrouver dans une description de la société les classes sociales dont l'existence était admise pour la première moitié du 20^e siècle.

Sur un total de population active d'un peu moins de 28 millions de personnes (chômeurs non comptés), nous avons décompté une classe ouvrière forte de 13 millions de personnes, parmi laquelle 8 millions peuvent être qualifiés de masse ouvrière, au sens où ils ne bénéficient guère des privilèges par lesquels les 5 autres millions d'ouvriers sont plus ou moins favorisés, formant ce que nous nommons une aristocratie ouvrière. Nous avons également décompté 5 millions d'employés, dont la condition est matériellement et moralement assez proche de l'aristocratie ouvrière.

L'ensemble de ces classes populaires atteint donc les 18 millions, pour une population en activité d'un peu moins de 28 millions de personnes (chiffres basés sur l'année 2004). Ces 18 millions de personnes sont encadrées dans leur vie quotidienne par environ un demi-million de policiers, et un demi-million d'agents de maîtrise et de contremaîtres dans les ateliers.

Enfin, l'ensemble de ce travail est organisé et géré par une catégorie de 1 million de techniciens et près de 5 millions de cadres moyens. Et la direction, les décisions stratégiques

sont entre les mains de 2 millions de dirigeants. Mais nous allons vite voir qu'il faut faire un distinguo entre dirigeants de petites et moyennes ou de grosses entreprises.

Ce que nous pouvons dire en tout cas, c'est que contrairement à ce que disent quasiment tous les sociologues qui ont pignon sur rue, il n'y a pas de changement de nature de la société sur le long terme, au 20^è siècle. Comme en 1936, comme dans les années 1970, la société des années 2000 fabrique à un bout un monde minoritaire de détenteurs du capital, tandis qu'à l'autre bout, l'immense majorité employés + ouvriers ne possède toujours que sa force de travail. Et si là, une partie détient une fraction de capital, que ce soit sous forme d'immobilier (maison ou appartement) ou sous forme de capital mobilier (dépôt sur livret, actions, obligations) cela reste tout à fait minoritaire, un revenu d'appoint incapable d'assurer un moyen de vivre.

Ce sont donc surtout les apparences, les impressions qui ont changé. On ne parle plus de classe ouvrière, de prolétariat. La société tout entière s'est organisée à tous les niveaux pour nier l'existence de cette classe, en réalité toujours majoritaire. Il y a un émiettement des grosses entreprises en petites unités décentralisées, il y a une inexistance de l'ouvrier dans l'ensemble des productions artistiques, à la télévision, au cinéma ou ailleurs. On est par contre inondé par une débauche des ébats et des sentiments des membres des forces armées (films policiers), ou des membres des cadres moyens, qu'ils soient journalistes, petits bourgeois de toutes sortes.

Les intellectuels ne parlent plus des ouvriers, les ouvriers ne parlent plus d'eux-mêmes en tant qu'ouvriers, c'est d'abord par la parole que l'on fait disparaître une classe de 13 millions de personnes, la moitié de la population active. Il faut un mouvement social un tant soi peu important, 1968, 1987 ou 1995, pour que la réalité sociale ressurgisse, chaque fois surprenante, chaque fois décapante.

Nous sommes partis d'une hypothèse. Celle qu'il serait éclairant de rechercher à classer la population, en se basant sur le fait que nous sommes dans un monde capitaliste, au lieu d'envisager son extinction. Le résultat corrobore cette hypothèse ; nous observons très exactement l'inverse de ce que nous dit monsieur Chauvel : on voit crûment "la violence des inégalités sociales" aujourd'hui, autant si ce n'est plus gravement qu'au milieu du 20^{ème} siècle.

6 - LES SALAIRES ET LEUR HISTOIRE

Pourtant, nous n'avons pas encore examiné les inégalités sur le plan quantitatif, que ce soit sous l'angle des salaires, ou sous celui plus large des revenus dans leur ensemble, ou enfin celui plus secret du patrimoine des diverses catégories de la population. Des économistes ont étudié l'évolution des salaires sur l'ensemble du 20^è siècle, comme l'a fait Thomas Piketty (Les hauts revenus en France au XX^è siècle, dans le chapitre « l'inégalité des salaires en France »)

Selon Piketty, « dans les années 1990 comme dans l'entre deux guerres, on constate que les 0,1% des salariés les mieux rémunérés disposent d'un salaire moyen de l'ordre de 15 fois plus élevé que le salaire moyen de l'ensemble de la population salariée ». Il y a donc bien une certaine stabilité des inégalités au cours du 20^è siècle. Si on regarde encore plus haut, les 0,01% des salariés les mieux rémunérés, c'est la même chose : ils disposent d'un salaire

moyen 40 fois plus élevé que la moyenne de la population salariée, et ce chiffre est le même dans les années 1930 et aujourd'hui.

On peut changer le grossissement, on retrouve chaque fois un écart inchangé au début comme à la fin du siècle. Prenons les 10% des salariés les plus rémunérés, leur salaire moyen est de 2,5 à 2,6 fois la moyenne de la population salariée. Et là encore, ce chiffre reste vrai dans les années 1900 comme dans les années 1990. Piketty note au passage que les « salariés à haut salaire », qu'on nous présente tant comme une nouveauté, « *ont toujours existé, et ce dans des proportions analogues à celles que nous connaissons aujourd'hui* ».

Il esquisse une étude historique des salaires en France au cours du 20^e siècle (pages 292 et plus). Avant la Première guerre, les salaires ouvriers connaissent de forts écarts selon les diverses professions (sans même prendre en compte le cas des domestiques et des ouvriers agricoles). Mais ces écarts vont connaître une compression importante entre 1913 et 1920. Lors de la Première guerre, les salaires des fonctionnaires sont bloqués de manière intégrale durant 6 années de suite.

Les années 1930-35 connaissent un phénomène de « revanche des classes moyennes ». En effet, les fonctionnaires voient leurs salaires revalorisés, à partir de 1927, alors que les salariés du secteur privé commencent à faire les frais de la crise mondiale de 1929. Cette crise, avec les dégâts sur l'emploi qu'elle provoque, voit les salaires ouvriers de l'industrie diminuer de 15% entre 1930 et 1935. Et si l'on compte ceux qui ont perdu leur emploi, si l'on prend par exemple la masse totale des salaires du secteur privé, elle chute cette fois de 50% (en termes nominaux). Le décret-loi Laval de juillet 35 prévoit une baisse uniforme de 10% de tous les salaires de fonctionnaires, à titre de « contributions exceptionnelles », mais il sera très adouci dans la pratique dès le début 1936.

Après cette crise grave, c'est l'année 1936 qui marque l'histoire des salaires. Avec 1936, la remontée des classes moyennes au détriment des ouvriers est stoppée net. En effet, les accords Matignon signés lors de la grande grève générale n'accordent d'augmentation qu'aux salaires ouvriers, notamment les plus faibles. Cadres et fonctionnaires ne seront revalorisés que de façon dérisoire en 1936-37.

Entre 1939 et 1946, les statistiques manquent. Mais il semble que le recul des écarts de salaires se poursuit durant la guerre. En tout cas, à la Libération de 1944, une augmentation autoritaire de tous les salaires va dans ce sens. Mais ce sera la fin de cette évolution. Dès le printemps 1945, une « remise en ordre » des salaires du privé est lancée, dont l'objectif est de restaurer la hiérarchie de 1936.

Au cours des années 1950-60, on va assister à une progression importante de l'écart séparant les salaires des cadres de celui des ouvriers dans le secteur privé, qui durera jusqu'en 1968. A la veille de Mai 68, et d'une nouvelle grève générale ouvrière, la part des 10% des salariés les mieux rémunérés avait atteint le plus haut niveau de son histoire, avec 28,5% : un dixième des salariés s'accapare entre un quart et un tiers des salaires.

Cette part redescend à 25,5% en 1983, retrouvant le niveau d'où elle était partie au début des années 1950 : un dixième des salariés s'accapare un quart des salaires. Enfin, dans les années 1990, les inégalités de salaires ont continué de s'accroître, par le biais essentiellement des personnes ne travaillant plus à temps complet. Pour ceux qui ont un emploi à plein temps :

les 10% de salariés (à temps complet) les mieux rémunérés touchent 25,5 – 26% du total des salaires. Leur salaire moyen est de 3800 – 4000 € par mois, 5 fois le SMIC.

les 5% les mieux rémunérés touchent 16,5 - 17% du total

les 1% les mieux rémunérés touchent 6% du total.

Toutes ces observations n'empêchent pas Piketty d'être d'un conservatisme le plus plat. De cette stabilité des inégalités salariales, il déduit « une explication “culturelle”, selon laquelle les inégalités salariales auraient toujours été relativement bien acceptées dans la France du XX^e siècle, surtout par comparaison à l'inégalité séparant les “travailleurs” (considérés comme un bloc) des détenteurs de très hauts revenus du capital ».

Pour notre part, nous voyons ici tout simplement les effets de la lutte des classes. C'est elle qui permet aux catégories les plus démunies de se trouver un peu d'oxygène. Mais d'un autre côté, il n'y a pas eu un bouleversement profond de leur situation, preuve que seule une issue révolutionnaire pourrait permettre d'envisager de tels changements. Le système est par lui-même capable d'amortir des chocs énormes, les guerres mondiales, la crise de 1929, les grèves générales comme 1936 et 1968.

SYNTHESE 1: LE MONDE DU TRAVAIL

Cette étude indique que la masse ouvrière serait majoritaire. Alors qu'elle ne l'était plus dans l'étude précédente que nous avons effectuée en 1996, toujours à partir des chiffres de l'INSEE, chose que nous avons mentionnée dans la brochure éditée par L'Ouvrier "Le problème de l'aristocratie ouvrière". A l'époque, nous n'étions pas entrés dans détail des professions. L'étude actuelle est donc plus fiable, a priori.

Ce qui frappe dans nos résultats, c'est l'importance du monde du travail : on l'a dit 18 millions de personnes sur un total de 27,5 millions d'actifs, et qui se répartissent en

Masse ouvrière : 8 millions
Aristocratie ouvrière : 5 millions
Employés : 5 millions

Pour donner une image complète du monde du travail, il faut également mentionner :
Maîtrise et contremaîtres : 300 000
techniciens : 600 000

Sur le plan de la structure économique et géographique, nous avons dissocié ce monde complexe en trois zones dont chacune joue un rôle stratégique différent dans le fonctionnement de la société capitaliste : les grandes entreprises, les petites entreprises, et le secteur de l'Etat et de manière plus générale le reste de la société.

Les grandes entreprises, on le voit, ont beau être peu nombreuses, quelques dizaines ou centaines ; elles fournissent une masse énorme de la main d'œuvre : pas loin de la moitié la moitié de l'ensemble du secteur privé, à égalité donc avec l'ensemble innombrable des petites entreprises. La main d'œuvre des grandes entreprises est répartie en quantité à peu près équivalente entre employés, aristo ouvrière et masse ouvrière. (en rouge grenat).

Notre étude donne la répartition suivante pour le total employés + aristo ouvrière + masse ouvrière :

PME : 7,5 millions
Grandes entreprises : 6,7 millions
Etat : 3,6 millions

Enfin, en ce qui concerne la masse ouvrière, catégorie qui nous intéresse plus particulièrement, elle se révèle présente de manière massive partout dans le pays, et presque à égalité entre les grandes entreprises, les PME ou le secteur de l'Etat. Pour avoir une idée plus détaillée de sa composition, l'on peut se reporter à notre tableau de conversion.

L'on voit alors que pour ce qui est des grandes entreprises, la masse ouvrière est composée d'abord par les ouvriers non qualifiés de l'industrie (près d'1 million), mais aussi par les vendeurs et les caissiers (caissières) du grand commerce (600 000).

Pour ce qui est des PME, la masse ouvrière se trouve surtout dans ce qui a été appelé les services : coiffeurs salariés, serveurs de café, assistantes maternelles, concierges :

1 200 000. Et ce sont ensuite les ouvriers non qualifiés de type artisanal (600 000) et de l'industrie (470 000).

Enfin, dans le secteur étatique, la masse ouvrière, nous l'avions déjà remarqué, c'est l'énorme contingent des agents de service de la fonction publique, tout un prolétariat féminin en majorité : 2 300 000 personnes.

On note ici qu'on ne trouve guère ce que nous appelons aristocratie ouvrière sous la houlette de l'Etat. C'est la bourgeoisie qui se charge de constituer cette classe. De même l'Etat ne constitue pas non plus de maîtrise et de contremaîtres. Par contre, il fournit les bandes armées : 550 000 hommes. Il y a là un partage du travail : le patron se charge du maintien de l'ordre dans sa boîte, en entretenant des couches hiérarchiques sur lesquelles il espère compter en cas de besoin. L'Etat se charge d'intervenir depuis l'extérieur, au cas où ce fonctionnement ne suffit plus.

Février 2006